

Mapping of Resources & Gaps For Peacebuilding in Guinea-Bissau

7 April 2008

ANNEXES

NSS	National Security Strategy
ODA	Official Development Assistance
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development
OECD - DAG	Organisation for Economic Co-operation and Development – Development Assistance Committee
OECD - FSG	Organisation for Economic Co-operation and Development – Fragile States Group
PAOSED	Programme d'Appui aux organes de souveraineté et de

Annex 2 –Useful Links

✦ UNOGBIS

<http://www.unogbis.org/homepage.html>

✦ UNDP Guinea Bissau

<http://www.gw.undp.org/>

✦ UNODC and Guinea Bissau

Annex 3 of Mapping of Resources and Gaps for Peacebuilding in Guinea-Bissau (April 2008/PBSO)

Portugal pledged USD 3 M for the period 2008-2010 to support the operational plan against drugs and organized crime presented by the Government of Guinea-Bissau with the technical support of UNODC. Portugal was pleased with the results of the conference, where approximately USD 7 M were pledged, and will continue to encourage other donors to contribute to this essential effort of combating drug trafficking and organized crime in Guinea-Bissau. The “Board” that will manage and monitor the implementation of the plan and the contributions - composed by representatives of the Government, international donors, UN, European Commission and ECOWAS – met recently in Bissau.

Spain –

1. Overview

A high-priority country in the previous Spanish Cooperation Framework 2001-2004, Guinea Bissau is now a country of special attention in the 2005 – 2008 Framework.

The Basic Cooperation Agreement between Spain and Guinea Bissau was signed on 7 February 2003 and was ratified, which enabled to inaugurate on 13 July 2007 the Mixed Hispanic-Guinean Cooperation Commission 2007 - 2009.

At the end of 2003 a Technical Cooperation Office of the AECI of regional scope was opened in Dakar (Senegal), from which the cooperation with Guinea Bissau is managed. Arrangements are ongoing to send a cooperation “antenna” to drive in situ the management and coordination of Spanish cooperation.

2. Budget

The budgetary framework that establishes the Mixed

Annex 3 of Mapping of Resources and Gaps for Peacebuilding in Guinea-Bissau (April 2008/PBSO)

MDGs, and is thus centered on the sectors of democratic governance and institution building, health, education (mainly professional training), water and food sustainability (fishing).

Spanish Cooperation reaches the national level, prioritizing the more vulnerable areas with lower Human Development Index.

✦ Bilateral actions:

In the sector of democratic governance, and fulfilling the commitments acquired in Geneva, the AECI made in 2007 an urgent general budgetary support to Guinea Bissau of €1.5M, to try reverting the crisis in the country, as existing financial gaps limit the attempts of devel

Annex 3 of Mapping of Resources and Gaps for Peacebuilding in Guinea-Bissau (April 2008/PBSO) and the public health system (€446,000 in 2007). In

Annex 3 of Mapping of Resources and Gaps for Peaceb

France

La France participe à l'institutionnalisation du di

Annex 3 of Mapping of Resources and Gaps for Peacebuilding in Guinea-Bissau (April 2008/PBSO)

(assainissement de la chaîne de la dépense, dans le cadre de l'intégration à l'UEMOA). Deux assistants techniques y sont affectés (l'un étant conseiller technique du Ministre de l'Economie et des Finances).

- La santé : nous soutenons les services de santé par le biais

Annex 3 of Mapping of Resources and Gaps for Peacebuilding in Guinea-Bissau (April 2008/PBSO)

Enfin, le Portugal vient d'organiser avec l'ONUDC une conférence internationale sur le trafic de drogue en Guinée Bissau, le 19 décembre dernier, po

Italy

Between 1984 and 2004 Italy has earmarked 34.5 million Euros in aid to GB.

Currently, Italy's aid to GB is mostly channeled through NGO's.

Italy finances a project for the rehabilitation of Raoul Follerau hospital with a contribution of 823.475 Euros.

Italy also finances rural development projects with a total contribution of nearly 400 thousand Euros.

In march 2003, Italy cancelled USD 100 million in debt by Guinea Bissau.

Annex 3 of Mapping of Resources and Gaps for Peaceb

Annex 3 of Mapping of Resources and Gaps for Peacebuilding in Guinea-Bissau (April 2008/PBSO)

- Training of 12 civil servants from Guinea-Bissau in the areas of protocol and international events (July 2006, US\$ 57,816)
- Brazil has contributed US\$ 750,000 to the “Emergency Economic Management Fund” created

Annex 3 of Mapping of Resources and Gaps for Peacebuilding in Guinea-Bissau (April 2008/PBSO)

- “Transfer of Technology and Capacity Building for Food Security and Agro-business Development”, with an emphasis on agricultural techniques aimed at providing added-value to the production of fruits, grains and greens (to be launched in 2008, US\$ 114,120)
- Phase II of the Trilateral cooperation program (through the IBSA Fund) on agricultural techniques (to be finalized – Brazilian contribution: US\$ 250,000)

Capacity Building/Public Sector

-

European Commission

Remarques préliminaires

- L'Accord de Cotonou est le principal accord bilatéral entre la CE et la Guinée-Bissau. Il a comme objectif la réduction de la pauvreté et son éradication éventuelle, en conformité avec le développement durable du pays, et son intégration graduelle dans l'économie mondiale.
- Le 10^{ème} FED, stratégie de coopération (CE-GB) devant couvrir la période 2008-2013, vient d'être signée à Lisbonne pour une allocation totale de 100M€.
- La GB a bénéficié d'un montant additionnel de 23 M€ (montant inclus dans les 100 M€) au titre de la "Tranche Incitative" sur base d'un ensemble d'engagements gouvernance.
- La "Prévention des Conflits dans un Etat Fragile" est le nom du premier secteur de concentration du 10^{ème} FED pour un montant indicatif de 27 M€. La Réforme du Secteur de Sécurité du Pays sera le principal objectif poursuivi.
- Le document de stratégie nationale de réduction de la pauvreté - DENARP 2006 - constitue la vision la plus actuelle de la stratégie de développement économique et social énoncée par le gouvernement, et représente l'élément vertébrateur de notre coopération avec le pays.
- La plus grande partie du dialogue politique de fin 2003 jusque fin 2005, a été conduit dans le cadre de

Une évaluation d'impact, prévue sur les reliquats de l'ABS I, devrait apporter des conclusions sur l'efficacité et l'impact d'appuis budgétaires dans une situation post-conflit comme en Guinée-Bissau. Sans vouloir anticiper les conclusions de l'étude, il peut être facilement envisagé que l'appui budgétaire de la CE (et des autres bailleurs de fonds) a eu un effet de stabilisation indéniable pour le pays. Les deux derniers changements de gouvernement se sont déroulés conformément à la Constitution, le paiement pour le moins partiel des salaires publics a contenu des tensions sociales et la dette des bailleurs multilatéraux (Institutions de Bretton Woods, BAD) a pu être honorée, cependant parfois avec des retards considérables. De cette façon, le pays a pu gagner du temps précieux pour la préparation et la mise en oeuvre de réformes.

Afin de poursuivre notre soutien, un second programme de stabilisation (ABS II) de 6,2 M€ a été préparé en 2006 et exécuté en 2007. Le premier décaissement a eu lieu en juillet 2007 ; le second est intervenu juste avant la fin de l'année. Par ailleurs, un troisième ABS (ABS III – 5,9 M€) est envisagé pour 2008 afin de faciliter la transition entre le 9^{ème} et 10^{ème} FED qui prévoit d'ores et déjà de poursuivre l'appui budgétaire direct.

Appui budgétaire 10^{ème} FED

La CE a l'intention de poursuivre son appui budgétaire direct centré sur des objectifs de la stabilisation (32M€ 10^{ème} FED) afin de progresser davantage dans l'assainissement des finances publiques en contribuant à accroître la prévisibilité des recettes et afin d'accompagner les réformes prioritaires soutenues par la communauté financière internationale et sur lesquelles le Gouvernement s'est engagé. Dans les années à venir l'Etat, malgré les politiques mises en place, ne sera pas en mesure à court terme de faire face à ses obligations, comme le paiement des salaires de la fonction publique, le remboursement de la dette, ni de financer seul les réformes structurelles annoncées. Cela constitue un risque de ralentissement des réformes, voire d'instabilité latente si le processus de réforme du secteur sécuritaire ne progressait pas à la vitesse souhaitée. Par conséquent, les financements externes resteront nécessaires tout en tenant compte de la soutenabilité de la dette qui impose d'avoir recours prioritairement aux dons ou aux prêts très concessionnels.

La Communauté soutiendra donc le programme de réformes macro-économiques et de réformes structurelles du Gouvernement à travers un appui budgétaire centré sur des objectifs de stabilisation dont les fonds seront déboursés sur une base annuelle. Il est envisagé de faire évoluer cet appui vers une aide budgétaire ayant des objectifs plus globaux dès que les conditions le permettront. L'aide budgétaire à la Guinée-Bissau s'inscrira dans le respect des critères d'éligibilité énoncés par l'Accord de Cotonou. Des activités comme l'assistance technique à la bonne gouvernance économique et la gestion des finances publiques, les formations dans le domaine de l'administration publique accompagneront cette action.

2. Actions par le gouvernement et la communauté internationale pour développer des systèmes de sécurité efficaces, responsables et durables, ainsi que pour renforcer l'indépendance judiciaire et l'Etat de droit, en prenant en particulier en compte les risques liés au trafic A

3. L'évolution en cours de la responsabilité (accountability) démocratique et les préparations pour les élections en 2008

La Guinée Bissau a été retenue come priorité pour l'observation électorale en 2008. La mission d'exploration devrait avoir lieu vers le mois de mai 2008.

European Union

EU activity in the political domain

Together with the support provided to Guinea Bissau through the EDF and the Stability Instrument, the European Union is also playing an active political role in the country and the region which will be further stepped up through the deployment of an ESDP operation. By recognizing the window of

Annex 3 of Mapping of Resources and Gaps for Peacebuilding in Guinea-Bissau (April 2008/PBSO)

Based on terms agreed with the President of Guinea Bissau in January 2008, the EU is currently planning to deploy some 15 military, police and justice experts to advise and assist the local authorities on reform of the security sector in Guinea Bissau in order to contribute to creating the conditions for implementation of the National Security Strategy with a view to facilitating subsequent donor engagement.

nødenSecGw-'eO)IHxNU-ai

Annex 3 of Mapping of Resources and Gaps for Peaceb